

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20260309-DEC-DAEN0307 DU 20 MARS 2026
**PORTANT LA MISE À JOUR DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE LA SOCIÉTÉ
DECAYEUX LUXE A BOURG-LES-VALENCE**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier l'article R. 511-9 et ses annexes ;

VU le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10-0817 du 2 mars 2010 autorisant la société DECAYEUX LUXE à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à BOURG-LES-VALENCE (26 500) au 101 rue Alfred Nobel ;

VU le rapport de l'inspection réalisée sur le site de la société DECAYEUX LUXE le 24 février 2026 ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 24 février 2026 dans lequel la situation administrative du site est portée à la connaissance de l'inspection ;

VU le porté à connaissance du 6 septembre 2017 concernant le positionnement du site vis-à-vis des rubriques 4xxx ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mars 2026 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 10 mars 2026 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant formulée par courriel du 19 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT les évolutions réglementaires, notamment concernant les rubriques 1111 et 1131 qui ont été abrogées et pour lesquelles le site est classé.

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour la situation administrative du site ;

CONSIDÉRANT le bénéfice de l'antériorité sur les rubriques 4xxx ;

CONSIDÉRANT les évolutions des volumes d'activité portées à la connaissance de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Exploitant titulaire de l'autorisation :

La société DECAYEUX LUXE dont le siège social est situé 11 rue de la Place, 80 390 SAUCOURT est autorisée sous réserve des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à BOURG-LES-VALENCE (26 500) au 101 rue Alfred Nobel les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n°10-0817 du 2 mars 2010	Article 1.2.1	Abrogé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté

Article 3. Mise à jour administrative

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Activité	Volume autorisé
4110.2-a	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg.	3 000 kg
2565.1-b	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Lorsqu'il y a mise en œuvre de cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	2850 litres
2565.2-a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1 500 l	16 255 litres

Rubrique	Régime	Activité	Volume autorisé
2565.4	DC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	300 litres
4120.2	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	2,75 tonnes

(*) A : Autorisation ; E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec Contrôles périodiques ; D : Déclaration.

TITRE 2 - Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

Article 1. Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 2. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de BOURG-LES-VALENCE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de BOURG-LES-VALENCE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3. Exécution – Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de BOURG-LES-VALENCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **20 MARS 2026**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU